



FORUM PARLEMENTAIRE
sur les Armes Légères et de Petit Calibre

Déclaration de principe sur la transmission non violente du pouvoir

Bureau du Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre (ALPC), réunion à San Salvador, République d'El Salvador, 28 et 29 mai 2011

La latitude permettant aux régimes autoritaires et aux dictateurs de commettre des atrocités, d'user de la violence contre leurs citoyens ou de violer impunément les droits de l'homme s'est fortement réduite pendant ces dernières années. De nouvelles technologies de communication et le développement des médias ont joué un rôle essentiel en ouvrant à la communauté internationale l'accès aux informations concernant les conflits et la violation des droits de l'homme. En outre, le cadre et le consensus international visant à protéger les lois internationales et les droits de l'homme ont fait des pas importants vers l'établissement du Tribunal pénal international et le principe de la Responsabilité de protéger. Tout cela a amélioré la sûreté et la sécurité des individus en liaison avec les régimes autoritaires et tyranniques.

En conséquence, les conditions des manifestations pour la démocratie et les actions non violentes pour parvenir à des changements politiques se sont améliorées au moyen de ces nouvelles technologies et évolutions politiques. Cela a donné de la force aux peuples et des exemples encourageants peuvent en être trouvés en ce moment au Moyen-Orient et dans la région du Maghreb.

En tant que confrérie de parlementaires, le Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre (ALPC) devrait toujours prendre une position claire pour le droit des peuples à la démocratie, à la justice et aux droits de l'homme. Nous sommes du côté des peuples opprimés, pour identifier leurs méthodes de création du changement. Néanmoins, nous devons reconnaître que, comparés à leur opposition, les régimes autoritaires ont presque toujours une supériorité dans les matériels militaires, les transports de munitions et la dimension des forces militaires.

Dans bien des cas, la non-violence est peut-être, pour cette raison, l'alternative la plus utile ou simplement réaliste, pour le changement politique. Les passations de pouvoir non-violentes utilisent des moyens pacifiques pour défier une structure autoritaire et créer un système politique plus ouvert. Cela implique une stratégie politique qui utilise le pouvoir pacifique indigène plutôt que des forces armées basées à l'étranger. La force émane de l'organisation et de la mobilisation de grands nombres de groupes pro-démocratiques, pour produire, et ne pas réduire le conflit social.

Les méthodes non-violentes ont en outre une meilleure chance de renforcer la légitimité domestique et internationale et d'encourager une participation à base plus large dans la résistance. Tandis que les gouvernements pourraient être capables de justifier l'usage de la vio-

lence contre les protestations armées, la violence d'un régime contre les mouvements non-violents est plus probablement contreproductive aux yeux de la communauté internationale. La présence d'une coalition civile unie et non violente pendant la période de transition peut également avoir un effet significatif sur la durabilité de la démocratie, ce qui peut être encouragé lorsque l'opposition elle-même ne fait pas appel à la violence.

Violences électorales

Le fait qu'un régime autoritaire ait été rejeté et remplacé par un régime démocratique ne constitue pas, en soi, une garantie que le processus électoral se déroulera doucement et sans violence. Les deux candidats et les citoyens doivent toujours se résoudre à la violence pendant le processus électoral.

La prévention et la réduction des violences électorales sont étroitement liées à la constitution de la capacité des institutions essentielles qui prennent part au processus électoral et le gèrent. En particulier, il est important de renforcer l'administration électorale du pays, la structure légalement responsable de diriger les éléments essentiels pour la conduite des élections, et des instruments de la démocratie directe, comme les référendums, les initiatives des citoyens et d'enregistrer les votes, lorsque c'est applicable.

Les démocraties matures et les pays qui connaissent des élections bien menées, libres et équitables expérimentent rarement des violences électorales grâce à la confiance des citoyens pour ce processus. L'indépendance, l'impartialité, l'intégrité, la fiabilité, la transparence et la capacité de l'organe de gestion des élections d'un pays peuvent assurer que les élections sont mieux menées et, par là, moins propices à la violence. Jusqu'au jour des élections, il est utile d'informer les électeurs sur l'importance du vote et, dans la plus large unité politique possible, de les encourager à ne pas soutenir les candidats ou les parties qui ont recours à des tactiques de violence.

Les forces de sécurité d'un pays, policières ou militaires, ont un rôle critique à jouer pour prévenir et étouffer les violences électorales, en particulier puisqu'elles ont la capacité d'initier ou d'exacerber directement cette violence. Les forces internationales de sécurité, pour le compte de l'ONU, sont parfois disponibles pour apporter la sécurité et la transparence des élections. Pour les pays qui organisent des élections immédiatement après des conflits, ces forces internationales de sécurité peuvent être nécessaires pour assurer une transition pacifique. Toutefois, sur le long terme, les pays doivent assurer leur propre sécurité dans le but d'établir une propriété nationale du processus électoral.

Objectifs

Le Bureau du Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre (ALPC), réuni à San Salvador, République d'El Salvador, les 28 et 29 mai 2011 :

Reconnait le droit de tous les peuples opprimés à identifier leurs méthodes d'évolution démocratique et politique;

Comprend le lien entre la passation de pouvoirs non-violente et la durabilité démocratique;

Dénonce tout usage de la force militaire contre les manifestations civiles non violentes;

Reconnaît le problème de la violence électorale et le risque qu'elle implique pour les institutions démocratiques et la population;

Recommande aux membres du Forum et à leurs collègues parlementaires de susciter l'engagement des organisations de société civile, et les médias dans le but de comprendre et, le cas échéant, d'offrir le soutien à diverses méthodes de passation de pouvoir non-violentes;

Soutient la présence internationale, comme les missions de maintien de la paix pour le compte de l'ONU, pour apporter un support, si nécessaire, aux processus électoraux;

Encourage les membres du Forum et leurs parlements à soutenir l'implication des organisations de la société civile dans les élections, comme la surveillance, l'éducation des électeurs, les groupes anti-corruption et les structures d'exercice des partis politiques dans le but de prévenir la violence aux élections et les passations de pouvoir par la force;

Encourage vivement les membres du Forum et leurs collègues parlementaires à élever le niveau de sensibilisation concernant les élections et à soutenir la constitution d'une capacité électorale, aussi bien au sein de leurs propres pays qu'en aidant aussi les autres pays qui en ont besoin;

Donne mandat au secrétariat de suivre le débat international et le résultat des passations de pouvoir violentes et non-violentes dans le monde, et, le cas échéant, d'en informer les membres du Forum.